

La 27^e vague de l'Observatoire interne sur le climat social aux Finances est parue sur le référencement

Gros temps persistant à la DGFIP



Depuis quatorze ans, tous les six mois, les agents des ministères financiers font l'objet d'une enquête permettant de suivre le climat social dans les différentes directions. Dans le cadre de cette 27^e édition, 3 101 agents de toutes les catégories ont été contactés lors d'une enquête téléphonique menée entre le 22 mai et le 25 juin 2014 par Ipsos. L'analyse des données recueillies a été présentée aux Fédérations des Finances dans le cadre d'une réunion d'information. Les données concernant la Direction Générale des Finances Publiques démontrent que le climat social est loin de la sérénité, compte tenu des inquiétudes nombreuses des agents.

Question : Les changements récents qui sont intervenus à la DGFIP, ont eu pour votre direction, un effet :

	Juin 2014	Novembre 2013
Favorable	17 %	19 %
Défavorable	55 %	56 %
Pas de changement	28 %	25 %

Constat préoccupant pour la Direction Générale qui a axé toute sa communication ces derniers mois sur les prétendus bienfaits de la démarche stratégique, puisque plus d'un agent sur deux considère toujours que les changements ont un effet défavorable sur la DGFIP.

Question : Estimez-vous que votre situation personnelle, au sein du Ministère dans les prochaines années :

	Juin 2014	Novembre 2013
Va rester la même	28 %	28 %
Va se dégrader	59 %	59 %
Va s'améliorer	9 %	10 %

Si près de 3 agents de la DGFIP sur 5 estiment que leur situation personnelle va se dégrader dans les prochaines années, il faut noter par ailleurs que

72 % d'entre eux pensent que c'est déjà le cas pour leurs conditions de travail.

Le taux de satisfaction sur les possibilités d'avancement a diminué, passant de 46 % en novembre 2013 à 42 % en juin 2014, suivant en cela celui de la rémunération (52 % en juin 2014 contre 56 % précédemment) et celui de la reconnaissance de la valeur professionnelle qui se situe désormais à 46 % de satisfaits.

Le taux de conflictualité augmente puisqu'à la question « Estimez-vous que les agents sont prêts à participer à des actions revendicatives », 30 % des agents répondent oui, pendant qu'ils sont 59 % à affirmer être prêts à participer à de telles actions.

Pour conclure, si 40 % des agents de la DGFIP déclarent une motivation en diminution (ils étaient 35 % en novembre 2013), ils sont 66 % à être satisfaits de travailler dans ce ministère et sont 62 % pour ce qui concerne la qualité de service rendu.

Ces enquêtes confirment le malaise latent des agents des Finances Publiques qui sont à la fois fiers des missions qu'ils exercent et du service qu'ils rendent à la collectivité, tout en étant déçus d'un manque de reconnaissance évident.

Pour **F.O.-DGFIP**, le contexte de suppressions d'emplois et de réduction des moyens budgétaires justifie toutes leurs inquiétudes et ce ne sont pas les orientations du projet de loi de finances 2015 (PLF) qui vont modifier ce climat social très dégradé.